

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GCP APPLIED TECHNOLOGIES

Zone artisanale les Foulletons
39140 Larnaud

Références : CF/VV/2025/L_153
Code AIOT : 0005900863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement GCP APPLIED TECHNOLOGIES implanté Zone artisanale les Foulletons 39140 Larnaud. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée au cours du 1^{er} semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiches de données de sécurité conformes (FDS) conformes et le respect des prescriptions des FDS des

rubriques visant à prévenir tous risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCP APPLIED TECHNOLOGIES
- Zone artisanale les Foulletons 39140 Larnaud
- Code AIOT : 0005900863
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GCPAT à Larnaud (39) est spécialisée dans la fabrication de produits chimiques pour l'industrie du béton, principalement des adjuvants pour béton et additifs pour ciment. Les préparations produites permettent de conférer aux bétons employés dans le secteur de la construction certaines propriétés physiques destinées à les renforcer, les protéger ou les embellir.

Les activités de cette entreprise sont connues au titre des installations classées pour la protection de l'environnement depuis 1993 et sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 1367 du 3 août 1999 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	données de sécurité (FDS)		
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état des stocks informatisé, d'éléments techniques complets relatifs aux produits stockés et de moyens de défense incendie sur l'ensemble du site ICPE.

6 fiches de constat ont été rédigées à l'issue de la visite d'inspection. Dans l'ordre de rédaction du rapport :

- 1 non-conformité a été relevée sur l'état des stocks, en lien avec une différence entre la quantité susceptible d'être présente en stock et la quantité présente constatée pour le Pieri Decobio 320 (cf. fiche de constat n° 1) ;

- 1 observation a été rédigée en lien avec un raccourci non fonctionnel placé sur le bureau informatique d'un opérateur, censé donner accès à l'ensemble des fiches de données de sécurité du site (cf. fiche de constat n° 2) ;

- 1 non-conformité a été relevée en lien avec la présence de produits basiques et acides placés dans 2 zones physiques différentes, mais sur une rétention commune (cf. fiche de constat n° 6).

L'exploitant a apporté des éléments de réponses aux 2 non-conformités relevées et à l'observation formulée par courriel post-inspection du 26/03/2025. Les fiches de constats tiennent compte de ces éléments de réponse et les attendus de l'Inspection sont précisés dans chaque fiche.

Compte-tenu des éléments précédents, l'Inspection a fait le choix de ne pas proposer de mise en demeure au préfet. Toutefois, au regard des éléments qui seront transmis en réponse à ce constat, l'Inspection pourra proposer au préfet d'encadrer la mise en conformité des installations par voie d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :
Article 49 - Etat des matières stockées.
Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du

régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant utilise un système ERP (Enterprise resource planning : progiciel de gestion des processus de l'entreprise) pour la gestion de ses stocks. Le système utilisé est fourni par la société SAP. L'exploitant précise que l'état des stocks est exhaustif et comporte environ 1 470 références le jour de l'inspection.

Le système recense l'ensemble des produits chimiques et autres produits non dangereux présents sur le site.

La mise à jour est réalisée en temps réel par la logistique pour les quantités entrantes et sortantes.

La création d'un nouvel article est réalisée par la responsable qualité, hygiène, sécurité, environnement après un processus de validation par les services concernés.

Le système autorise un accès à l'état du stock depuis l'extérieur du site.

Pour les suites de la visite d'inspection, les produits suivants ont été choisis dans la liste des produits présents sur site, extraites depuis SAP :

- le Pieri VBA 2012 Jaune ;
- le vernis Cure and Seal ;
- le Pieri Clarol 300 ;
- le Pieri Decobio 320 ;
- le Pieri Curing SLC.

Le système ERP permet notamment de retrouver :

- le nom du produit ;
- le numéro CAS (numéro d'enregistrement unique auprès de la banque de données de Chemical Abstracts Service : division des résumés de chimie) est accessible depuis les fiches de données de sécurité ;
- le conditionnement du produit ;
- la quantité présente sur le site ;
- les risques par mention de danger.

L'état des stocks consulté en séance fait état des quantités présentes suivantes :

- Pieri VBA 2012 Jaune : 1 cuve de 1 000 litres dans le magasin 1 ;
- vernis Cure and Seal : 31 bidons de 25 litres dans le magasin 1 ;
- Pieri Clarol 300 : 440 l, soit 2 bidons de 220 litres dans le magasin 2 ;
- Pieri Decobio 320 : 11 cuves de 1 000 litres dans le magasin 2 ;
- Pieri Curing SLC : 3 cuves de 1 000 litres dans le magasin 2.

Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté la cohérence entre l'état des stocks et les quantités présentes dans le magasin, hormis pour le Pieri Decobio 320 pour lequel 9 cuves de 1 000 litres ont été recensées dans le magasin 2.

Non-conformité : l'état des stocks indique la présence de 11 cuves de 1 000 litres de Pieri Decobio 320 dans le magasin 2 alors que 9 cuves étaient présentes physiquement lors du contrôle de terrain.

Par courriel post-inspection, en date 26/03/2025, l'exploitant a précisé qu'un départ de 4 cuves a été effectué le 18/03, jour de l'inspection, et que 7 cuves auraient dû être visualisées (à la place de 9 constatées).

L'exploitant a indiqué avoir réajusté son stock.

En réponse complémentaire et pour solder le constat, l'exploitant confirmera la justesse de son stock au regard de l'ensemble des produits présents dans les magasins 1 et 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- confirmer la justesse du stock au regard de l'ensemble des produits présents dans les magasins 1 et 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,

b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou

c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

Constats :

Les fiches de données de sécurité (FDS) sont systématiquement demandées aux fabricants avant l'intégration d'un produit chimique mono substance sur site. Pour les mélanges créés en interne, les FDS sont rédigées par le service FDS Center rattaché au service « recherches et développements ». Les fiches sont créées avec le logiciel ChemGes.

En lien avec la fiche de constat n° 1, les fiches de données de sécurité ont été consultées pour les produits suivants :

- Pieri VBA 2012 Jaune ;
- vernis Cure and Seal ;
- Pieri Clarol 300 ;
- Pieri Decobio 320 ;
- Pieri Curing SLC.

Les fiches de données de sécurité sont accessibles depuis le réseau interne, via des raccourcis placés sur le bureau des utilisateurs.

Lors de la visite des installations l'accès aux fiches a été constaté depuis 2 postes d'utilisateurs dans le magasin 1.

L'Inspection a toutefois constaté qu'un lien censé diriger l'utilisateur du poste informatique vers le répertoire global des fiches de données de sécurité ne donnait pas accès à l'ensemble des fiches.

Par courriel post-inspection, en date du 26/03/2025, l'exploitant a précisé qu'un raccourci a été créé sur les ordinateurs des chefs d'équipes renvoyant directement à l'ensemble des FDS des produits finis.

Le constat est considéré comme soldé.

L'Inspection rappelle toutefois à l'exploitant qu'il relève de sa responsabilité de s'assurer en permanence que les FDS sont facilement accessibles aux travailleurs en contact avec les substances (art. 35 du règlement REACH).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- s'assurer en permanence que les FDS sont facilement accessibles aux travailleurs en contact avec les substances (art. 35 du règlement REACH).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;

3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité ont été consultées pour les produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pieri VBA 2012 Jaune (produit non dangereux) ; • vernis Cure and Seal (produit dangereux) ; • Pieri Clarol 300 (produit non dangereux) ; • Pieri Decobio 320 (produit non dangereux) ; • Pieri Curing SLC (produit dangereux). <p>Les FDS consultées reprennent les 16 rubriques visées dans la prescription. Les numéros d'enregistrement des substances sont présents, soit dans la rubrique 1.1 pour les produits non mélangés, soit dans la rubrique 3 pour les mélanges.</p> <p>Les étiquettes sont présentes sur les emballages et comporte des précisions en français notamment. Les étiquettes sont réalisées en interne pour les mélanges. Les pictogrammes et les mentions de dangers sont cohérents entre les étiquettes et les FDS.</p> <p>L'Inspection ne formule pas de remarque.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie ;</p>
<p>Constats :</p>

Un contrôle de la disponibilité et de la conformité des moyens de lutte en place au regard des dispositions de la rubrique 5.1 des fiches de données de sécurité a été effectué pour les produits suivants :

- Pieri VBA 2012 Jaune (produit non dangereux) ;
- vernis Cure and Seal (produit dangereux) ;
- Pieri Clarol 300 (produit non dangereux) ;
- Pieri Decobio 320 (produit non dangereux) ;
- Pieri Curing SLC (produit dangereux).

Des extincteurs à poudre CO2 sont présents dans les magasins de stockage MAG 1 et MAG2, il n'y pas de robinet d'incendie armé (RIA).

Pour ce qui concerne le Pieri VBA 2012 Jaune, le Pieri Clarol 300 et le Pieri Decobio 320, classés en produits non dangereux, ainsi que le Pieri Curing SLC classé en produit dangereux, il y a adéquation entre les moyens d'extinction présents susvisés et les moyens d'extinction mentionnés au 5.1 de la FDS.

Idem pour le vernis Cure and Seal (produit dangereux) dont la fiche de données de sécurité mentionne que l'eau est un moyen d'extinction inapproprié.

L'absence de RIA corrobore la stratégie de l'exploitant en cas d'incendie et celle des services de secours et d'incendie : combat à l'aide des extincteurs en place / évacuation de bâtiment en cas d'incendie d'ampleur.

L'inspection ne formule pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1

Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006
Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :

7.1.1 : recommandations de manipulation

7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;

Constats :

Un contrôle de l'application des recommandations de manipulation et des conditions de stockage indiqués aux rubriques 7.1 et 7.2 des fiches de données de sécurité a été effectué pour les produits suivants :

Pour le Pieri VBA 2012 Jaune, le Pieri Clarol 300 et le Pieri Decobio 320, classés en produits non dangereux, ainsi que le Pieri Curing SLC classé en produit dangereux, il y a adéquation entre les dispositions contrôlées de la FDS et les moyens mis en œuvre pour leur stockage .

Les conditions de manipulation des produits n'ont toutefois pu être visualisées lors de la visite de l'atelier HUILE, car les installations étaient à l'arrêt. Il est à noter que la présence des moyens techniques nécessaires à des manipulations sécurisées ont été visualisés lors de la visite des installations.

L'inspection ne formule pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention » ;

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles.

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers

Constats :

Le magasin 1 est scindé en 2 parties : l'une, réservée au stockage des produits chimiques inflammables et, la seconde, réservée au stockage des produits chimiques non-inflammables. Le magasin entier est sur rétention unique. La liaison entre les 2 zones se fait par une porte coupe feu coulissante.

Non-conformité : des acides et des bases sont stockés indépendamment dans les parties 1 ou 2, il pourrait également y avoir des produits combustibles / comburants placés dans les 2 zones différentes du magasin, mais la rétention est commune.

L'exploitant ne dispose pas d'éléments concernant l'analyse de compatibilité de produits stockés.

Par courriel post-inspection, en date 26/03/2025, l'exploitant a précisé qu'un bilan sur l'ensemble des produits corrosifs stocké au magasin 1 a été réalisé au regard de leur pH.

L'exploitant a ainsi précisé :

- qu'il n'a aucun produit fini classé en base forte (pH > 12) sur le site ;

- que seuls quelques acides forts sont présents (pH < 2) en provenance de sous-traitance (non

présents dans les ateliers) ;

- en conséquence il n'y a pas de risque d'incompatibilité de réaction base forte / acide forte sur la rétention du magasin 1.

En complément, l'exploitant élargira l'analyse réalisée sur la compatibilité des produits stockés en rétention commune au regard de la présence potentielle de familles de substances ou de mélanges, ou de substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles il pourrait y avoir inter-réaction et générer une situation dangereuse (ex. : explosion, rejet de matières toxiques ou inflammables, libération de chaleur excessive, etc.).

Pour ce qui concerne spécifiquement les produits choisis ci-dessous, les rubriques 10.5 des fiches de données ne mentionnent aucune incompatibilité matière.

- Pieri VBA 2012 Jaune (produit non dangereux) :
 - rubrique 10.5 : « pas d'informations importantes disponibles » ;
- vernis Cure and Seal (produit dangereux) :
 - rubrique 10.5 : « aucune donnée n'est disponible » ;
- Pieri Clarol 300 (produit non dangereux) :
 - rubrique 10.5 : « pas d'informations importantes disponibles » ;
- Pieri Decobio 320 (produit non dangereux)
 - rubrique 10.5 : « pas d'informations importantes disponibles » ;
- Pieri Curing SLC (produit dangereux) :
 - rubrique 10.5 : « pas d'informations importantes disponibles ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- réalisation / transmission d'une analyse de compatibilité fine des produits stockés au sein d'une même rétention, pour le magasin 1, le magasin 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours